

Les foyers pour immigrés accusés de tous les mauxLa sévérité du rapport Cuq contestée par les associations.

Par [Dominique SIMONNOT](#) — 12 avril 1996 à 04:16

Une semaine après le rapport d'enquête parlementaire sur

l'immigration clandestine, c'est au tour des foyers de travailleurs immigrés d'être dans la ligne de mire des députés. Henri Cuq, député RPR des Yvelines, a remis ses conclusions sur le sujet à Alain Juppé, qui les lui avait commandées le 29 août dernier.

Son rapport est d'abord un sévère état des lieux. Il constate que, d'«habitat provisoire» dans les années 60, les foyers sont devenus permanents.

Aujourd'hui, le dispositif compte 135.000 lits, répartis en 710 foyers gérés pour moitié par la Sonacotra, pour moitié par des associations. Mais surtout «il héberge environ 150.0000 personnes, ce qui représente un taux de suroccupation de 11%, avec des pointes pouvant aller à 200, voire 300% dans certains établissements». Et de préconiser la démolition de vingt foyers «en situation critique».

Parmi ces foyers figurent une usine reconvertie, des bâtiments en bout de course et d'autres où, dans les caves, on trouve des ateliers de confection, des forges à bijoux. Mais aussi tout un marché, dont des cuisines africaines: «jusqu'à 3.000 repas servis par jour dans un foyer parisien dans des conditions d'hygiène à faire frémir». Ce qui, selon Henri Cuq, permet «aux résidents de vivre à très bon compte au détriment des coûts d'exploitation des foyers».

Sont ainsi cités des repas à 7,50 francs, des lits en dortoirs à 450 francs par mois, des vêtements fabriqués sur place. Cela permettrait à un smicard, «avec des dépenses représentant au total 1.500 francs par mois (...), de dégager une épargne de 3.400 francs par mois». Ces économies, ensuite expédiées au pays, ne pourraient que «favoriser un flux d'immigration clandestine».

Toutes ces réflexions font hurler les spécialistes. La suroccupation? «C'est très relatif, note Francis Lacroix, directeur d'Efel Conseil, dont la société, mandatée par l'Etat, travaille sur le sujet depuis cinq ans, car le rapport ne décompte pas les lits occupés pendant une absence ou les places faites à de la famille en visite.»

Les cuisines autogérées? Omission ou méconnaissance: les restaurants africains jouent souvent le rôle des Restos du coeur. Et, loin d'être source d'immigration, l'argent envoyé dans leur village par les travailleurs africains aide leur famille à s'y maintenir. Avec, entre autres, des achats de nourriture et des financements d'irrigation permettant des cultures.

«On a fait venir ces gens, on les a mis dans des foyers et on a laissé vivre le tout, et on a l'air de découvrir la lune!», s'exclame Francis Lacroix. «On a bon dos», reprend le directeur de l'Assotraf, gestionnaire de quatre des foyers que Henri Cuq propose de détruire: «Personne n'ignore que si les foyers n'existaient pas il y aurait du dégât au niveau de l'explosion sociale.»

En préconisant une normalisation des foyers et un «relogement progressif des résidents les plus solvables dans des appartements», l'auteur du rapport oublie sans doute les difficultés énormes rencontrées par les immigrés pour se loger et le blocage des maires en la matière. «Raser les foyers? s'interroge Bathily, délégué du comité de résidents du foyer Masséna, à Paris, ce serait jeter les immigrés à la rue et stopper le développement au pays.»

«Je suis hostile à la démolition, sauf à reconstruire d'abord», objecte de son côté Brigitte Guérin, directrice du Nouveau Logis, qui gère le foyer Terre aux curés, cité par le rapport comme un mauvais exemple de suroccupation. «Les choses sont en train de s'y arranger après de multiples discussions avec les résidents», reprend-elle, amère. Pour l'anecdote, ce foyer, comme d'autres, avait été géré pendant des années par une association (l'AFRP) au centre d'un scandale financier; son président, note le rapport lui-même, «a pu faire ce que bon lui semblait, en toute impunité, avant de passer la main dans des conditions peu glorieuses, laissant son association exsangue».

Quant aux trafics en tout genre évoqués par le rapport qui cite la drogue et la prostitution, «les résidents eux-mêmes n'en peuvent plus», rappelle Brigitte Guérin, qui «trouve terrible qu'on laisse passer dans l'opinion que ces foyers sont des repaires».

Le rapport montre du doigt ces «zones de non-droit où se reconstituent par ethnies les villages communautaires africains». Les spécialistes de la question s'indignent de cette présentation. «Ils ont simplement d'autres manières de vivre que nous», analyse Francis Lacroix. «Pour faire du travail intelligent, il faut partir des hommes, de leurs réalités. Persuader les clandestins de repartir. Mais casser le lien social, c'est risquer un blocage total.»

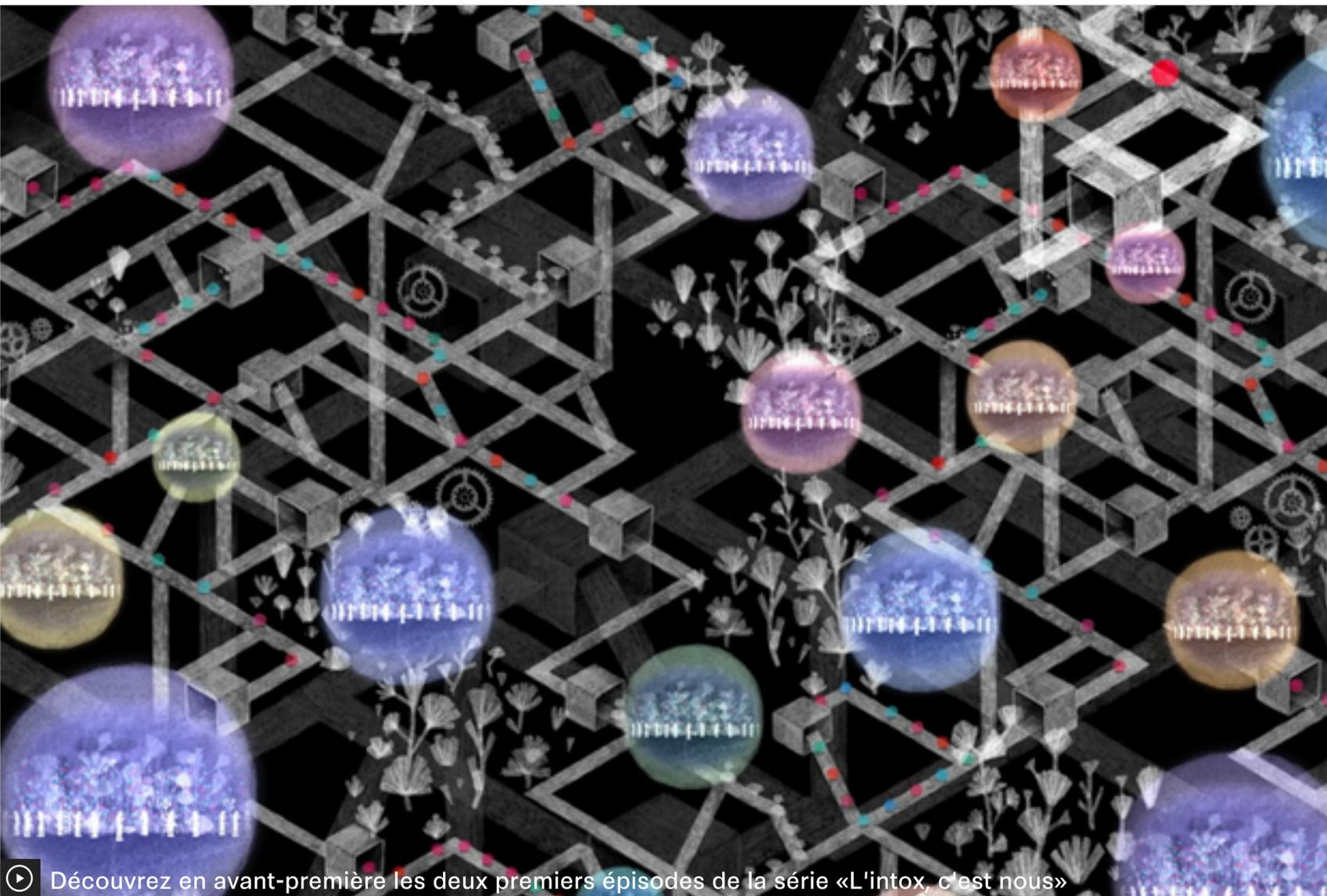
L'actu Libé, tous les matins.

[S'inscrire](#)

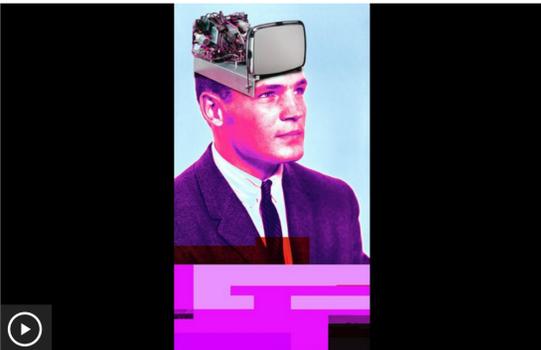
Pourtant, loin de prévoir des investissements, le rapport propose des redéploiements financiers à base d'économies. Et Henri Cuq lui-même ne semble guère se faire d'illusions quand il note que «les différents rapports commandités sur le sujet n'ont jamais été exploités pour définir, afficher et mettre en oeuvre une politique».

[Dominique SIMONNOT](#)

PASSEZ A LA VIDEO



▶ Découvrez en avant-première les deux premiers épisodes de la série «L'intox, c'est nous»



▶ Si les smartphones avaient existé, comment aurait-on raconté la naissance d'Internet ?



▶ 1968 dans le smartphone de Janis Joplin et Jim Morrison



▶ Michel Legrand, compositeur caméléon